



Sébastien GUILLOIS
Expert-Comptable
Commissaire aux comptes
Tél : 06 99 65 83 68

2658 Route d'Orléans
18230 SAINT DOULCHARD

7 Boulevard de Touraine
49300 CHOLET

sguillois@cogep.fr
www.cogep.fr

Association MONTJOIE

43 RUE PAUL LIGNEUL
72000 LE MANS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Aux Membres de l'association,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MONTJOIE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de réglementation comptable exposés dans l'annexe des comptes annuels au paragraphe 3-2 « Changement de réglementation comptable ».

4. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

6. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIFS À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

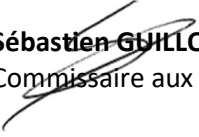
En outre :

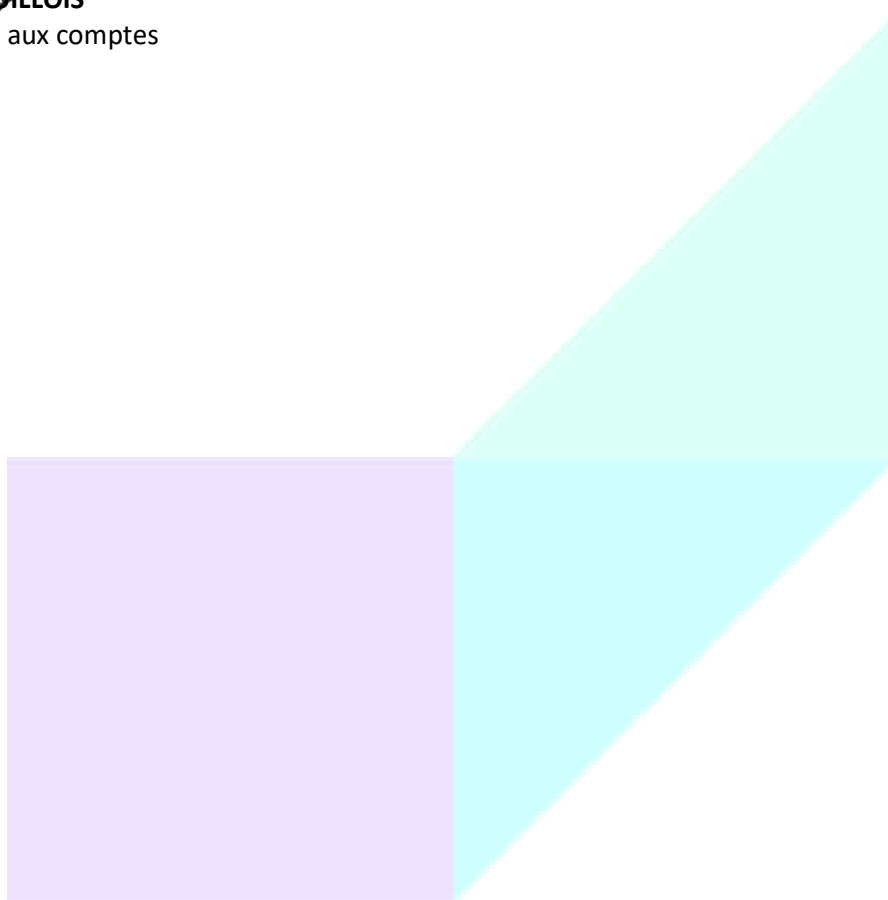
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 12 juin 2026

COGEP AUDIT


Sébastien GUILLOIS
Commissaire aux comptes





COMPTES ANNUELS 2025

Association Montjoie
Siège social : 43 rue Paul Ligneul - 72000 LE MANS
Siret 775 652 290 00583



02 43 47 00 30



02 43 47 00 39

COMPTES ANNUELS 2025

SOMMAIRE

Bilan Actif	
Bilan Passif.....	
Compte de résultat.....	
Compte de résultat synthétique	
Annexes	
1. Présentation de l'association	
2. Faits caractéristiques de l'exercice	
3. Règles et méthodes comptables	
4. Notes sur le compte de résultat	
5. Autres informations	
6. Précisions sur certaines rubriques	
Variation des immobilisations.....	
Variation des amortissements	
Variation des provisions	
Etat des créances et dettes.....	
Etat des fonds propres.....	
Etat des fonds dédiés	
Etat des emprunts : Evolution et Echéances.....	
Etat des engagements de retraite.....	
Etat des charges et produits constatés d'avance.....	
Etat des charges à payer et produits à recevoir	
Détail des produits et charges exceptionnels.....	
Détail des transferts de charges	
Contribution des établissements au résultat.....	
Propositions d'affectation des résultats des établissements.....	

ACTIF		Arrêté au 31/12/2025 Durée 12 mois		31/12/2024 12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET
Frais d'établissement				
Frais d'établissement				
TOTAL I				
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Immobilisations incorporelles en cours,avances et acomptes	339 329,50		339 329,50	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	243 807,90	-225 771,36	18 036,54	56 532,17
Immobilisations Corporelles				
Terrains	1 630 588,21		1 630 588,21	1 537 138,21
Constructions	26 861 196,92	-16 130 540,70	10 730 656,22	9 719 357,85
Installations techniques matériel et outillage industriel	596 459,88	-499 491,61	96 968,27	82 196,03
Autres Immobilisations corporelles, en cours, avances et acomptes	13 094 372,73	-10 620 869,98	2 473 502,75	2 053 399,52
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations				15 000,00
Créances rattachées à des participations				
Autres titres Immobilisés	77 462,24		77 462,24	75 762,24
Prêts	1 479 344,70		1 479 344,70	1 385 292,40
Autres Immobilisations Financières	162 432,40	-3 900,00	158 532,40	152 044,60
TOTAL II	44 484 994,48	-27 480 573,65	17 004 420,83	15 076 723,02
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL III				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	3 155 406,51		3 155 406,51	1 240 502,02
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 579 177,31		1 579 177,31	1 212 994,92
Charges constatées d'avance	100 121,82		100 121,82	111 746,62
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	1 767 306,95		1 767 306,95	1 500 000,00
Disponibilités	15 881 781,66		15 881 781,66	19 073 473,16
TOTAL IV	22 483 794,25		22 483 794,25	23 138 716,72
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL V				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL VI				
Ecart de conversion Actif				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL VII				
TOTAL GENERAL	66 968 788,73	-27 480 573,65	39 488 215,08	38 215 439,74

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2025 Durée 12 mois	31/12/2024 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres complémentaires		1 105 758,61	1 105 758,61
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité		10 933 992,25	9 279 608,64
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		10 788 407,11	9 134 023,50
Autres réserves			
Report à nouveau			
Report à nouveau		1 009 778,86	2 387 232,99
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-2 412 538,59	-497 494,73
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		62 096,91	261 705,19
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			-237 857,36
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		13 111 626,63	13 034 305,43
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement		1 175 878,65	303 618,00
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		880 414,91	880 414,91
TOTAL I		15 167 920,19	14 218 338,34
Fonds reportés et dédié:			
Fonds reportés liés aux legs et donatior			
Fonds reportés liés aux legs et donatior:			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		3 154 434,92	2 847 538,55
TOTAL II		3 154 434,92	2 847 538,55
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour risques		344 876,66	505 499,66
Provisions pour charges		1 230 545,00	1 398 575,30
TOTAL IV		1 575 421,66	1 904 074,96
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilé:			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		9 945 796,30	8 974 245,90
Emprunts et dettes financières diverses			
Emprunts et dettes financières diverses		57 113,65	56 169,42
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 280 156,75	1 355 580,17
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		8 097 591,69	8 262 184,93
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		18 137,18	12 694,54
Autres dettes			
Autres dettes		139 769,14	537 020,74
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		51 873,60	47 592,19
TOTAL V		19 590 438,31	19 245 487,89
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Pass			
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passi			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		39 488 215,08	38 215 439,74

Compte de résultat

MONTJOIE 2025

	Arrêté au : 31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	570,00	0,00	570,00	0,00		
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-soc.						
Ventes de prestations de services	878 595,68	1,52	647 641,08	1,11	230 954,60	35,66
-dont parrainages						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	878 595,68	1,52	647 641,08	1,11	230 954,60	35,66
Concours publics et subvt° exploitation	57 787 216,88	100,00	58 487 649,27	100,00	-700 432,39	-1,20
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public	5 010,00	0,01			5 010,00	
• Dons manuels	4 010,00	0,01			4 010,00	
• Mécénats	1 000,00	0,00			1 000,00	
• Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	57 792 226,88	100,01	58 487 649,27	100,00	-695 422,39	-1,19
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	835 069,30	1,45	427 245,72	0,73	407 823,58	95,45
Produits des cessions d'immo incorporelles & corporelles	38 611,59	0,07			38 611,59	
Utilisations des fonds dédiés	251 245,16	0,43	93 699,83	0,16	157 545,33	168,14
Autres produits	354 210,48	0,61	1 015 952,49	1,74	-661 742,01	-65,14
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	60 150 529,09	104,09	60 672 758,39	103,74	-522 229,30	-0,86
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	13 280 862,38	22,98	14 703 377,93	25,14	-1 422 515,55	-9,67
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	3 487 391,53	6,03	3 519 575,88	6,02	-32 184,35	-0,91
Salaires	29 727 978,78	51,44	28 298 380,14	48,38	1 429 598,64	5,05
Cotisations sociales	10 582 330,83	18,31	11 459 144,40	19,59	-876 813,57	-7,65
Dotations aux amortissements & aux dépréciations	1 639 200,38	2,84	1 620 504,46	2,77	18 695,92	1,15
Dotations aux provisions	506 416,00	0,88	685 000,00	1,17	-178 584,00	-26,07
Valeurs comptables des immobilisations cédées	52 277,42	0,09	129,30	0,00	52 148,12	
Report en fonds dédiés	573 366,53	0,99	276 896,00	0,47	296 470,53	107,07
Autres charges	475 365,12	0,82	245 028,07	0,42	230 337,05	94,00
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	60 325 188,97	104,39	60 808 036,18	103,97	-482 847,21	-0,79
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-174 659,88	-0,30	-135 277,79	-0,23	-39 382,09	29,11
Produits financiers						
De participations						
D'autres valeurs mob. & créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	536 650,70	0,93	564 400,86	0,96	-27 750,16	-4,92
Reprises sur dépréciations & provisions						
Différences positives de change						
Produits des immo. financières cédées						
Produits nets s/cessions VPM. et de trésorerie						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	536 650,70	0,93	564 400,86	0,96	-27 750,16	-4,92
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	222 461,91	0,38	170 345,49	0,29	52 116,42	30,59
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immo financières cédées						
Charges nettes s/cessions VPM. et de trésorerie						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	222 461,91	0,38	170 345,49	0,29	52 116,42	30,59
RESULTATS FINANCIERS	314 188,79	0,54	394 055,37	0,67	-79 866,58	-20,27
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	139 528,91	0,24	258 777,58	0,44	-119 248,67	-46,08
Produits exceptionnels			99 498,26	0,17	-99 498,26	-100,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V			99 498,26	0,17	-99 498,26	-100,00
Charges exceptionnelles			36 713,65	0,06	-36 713,65	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI			36 713,65	0,06	-36 713,65	-100,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			62 784,61	0,11	-62 784,61	-100,00
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices	77 432,00	0,13	59 857,00	0,10	17 575,00	29,36
TOTAL VIII	77 432,00	0,13	59 857,00	0,10	17 575,00	29,36
PRODUITS	60 687 179,79	105,02	61 336 657,51	104,87	-649 477,72	-1,06

Compte de résultat

MONTJOIE 2025

Arrêté au :		31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
CHARGES	60 625 082,88	104,91	61 074 952,32	104,42	-449 869,44	-0,74	
Total XI							
Eng. à réaliser sur ressources affectés							
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs							
TOTAL XI							
EXCÉDENT OU DÉFICIT	62 096,91	0,11	261 705,19	0,45	-199 608,28	-76,27	
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée							

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE				
	2025	2024	VARIATIONS	
			€	%
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	61 222 827	60 898 521	324 306	0,53%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	60 325 189	60 808 036	-482 847	-0,79%
RESULTAT COURANT CORRIGE	897 638	90 485	807 153	892,03%
PRODUITS FINANCIERS	459 219	504 544	-45 325	-8,98%
CHARGES FINANCIERES	222 462	170 345	52 116	30,59%
RESULTAT FINANCIER	236 757	334 198	-97 442	-29,16%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	99 498	-99 498	-100,00%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	36 714	-36 714	-100,00%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	62 785	-62 785	-100,00%
TOTAL DES PRODUITS	61 682 046	61 502 563	179 483	0,29%
TOTAL DES CHARGES	60 547 651	61 015 095	-467 444	-0,77%
RESULTAT ADMINISTRATIF	1 134 395	487 468	646 927	132,71%
EXCEDENTS INCORPORES	1 217 506	333 949	883 556	264,58%
DEFICITS INCORPORES	-145 208	-108 187	-37 021	34,22%
RESULTAT COMPTABLE	62 097	261 705	-199 608	-76,27%

ASSOCIATION MONTJOIE

ANNEXE des comptes annuels au 31 décembre 2025

1. Présentation de l'Association

1.1 Dénomination – Siège Social - Description de l'objet social

L'Association Montjoie a son siège social sis 43 rue Paul Ligneul – 72000 Le Mans et a pour objet la défense, la protection et la promotion des personnes, jeunes et adultes en difficulté.

1.2 Statut Juridique et Régime Applicable

L'Association Montjoie est une association déclarée à but non lucratif. Elle a été déclarée à la Préfecture de la Sarthe le 24 août 1948 et dispose de la personnalité morale.

L'Association est reconnue d'intérêt général et exerce des missions dans les domaines de la protection de l'enfance, de l'insertion sociale, de la santé, de l'addictologie et de l'accompagnement des personnes en difficulté.

Régime juridique applicable

L'Association Montjoie est soumise :

- à la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901 relatifs aux associations ;
- à ses statuts et à son règlement intérieur ;
- aux règles applicables aux organismes à but non lucratif ;
- aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles (CASF), compte tenu de ses activités médico-sociales et de protection de l'enfance ;
- aux règles de contrôle et de financement des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- à la convention collective nationale des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966 (CCN 66).

L'Association fonctionne selon une gouvernance associative composée notamment d'une Assemblée Générale, d'un Conseil d'Administration et d'un bureau.

1.3 Activités médico-sociales exercées - nature et périmètre des missions

L'association peut notamment :

- Créer et gérer tout établissement ou service destiné à l'accueil, la prise en charge, l'accompagnement de ces personnes dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé, de l'insertion, du suivi social, etc... ;
- Collaborer avec des associations et autres organismes, adhérer à des unions ou fédérations poursuivant les mêmes buts ;
- Se doter de moyens de recherche, d'observation et d'évaluation concernant les actions menées ;
- Conduire des opérations de prévention ;
- Mener des actions d'information, de sensibilisation auprès de l'opinion publique ou d'institutions.

Afin de favoriser la réalisation de son objet, l'Association peut notamment exercer toute activité, fournir toutes prestations de services ou tous produits, susceptibles de se rattacher, directement ou indirectement à son objet.

L'Association peut également participer, par tous moyens, à toutes personnes morales créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création d'associations nouvelles, de fonds de dotation, d'apport, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique, etc...

L'Association peut faire appel à la générosité du public (AGP) pour recevoir des dons sans dépasser les seuils définis par la loi n°2021-875 du 1er juillet 2021 (visant à améliorer la trésorerie des associations) substituée à la notion d'« appel public à la générosité ».

Elle remplace par ailleurs le terme de « dons » par les mots « ressources collectées », afin de reprendre les termes du règlement comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

2.1 Changements et les évolutions des périmètres

A.1 - POLE ENFANCE-FAMILLE

- 1) Le CPOM avec le Département de la Sarthe est en vigueur depuis 2022 pour une durée de 5 ans et sera prolongé d'un an et se terminera fin 2027 ; il sera en discussion dans le 1^{er} semestre 2027.**

A noter que le CD 72 a financé le « Ségur pour Tous », pour les établissements de la Sarthe dans le cadre du CPOM.

- 2) SERAFM (Service Educatif Renforcé d'Accueil Familial Montjoie)**

L'année 2025 a été la continuité de la capacité d'accueil du SERAFM avec des discussions avec la structure « L'Antre Deux » dont les activités seront intégrées dans l'Association Montjoie au 1^{er} janvier 2026 sur demande du CD72.

- 3) UAU (Unités d'Accueil d'Urgence) - EP (Entre Parenthèses)**

Le dispositif a été réorganisé avec les établissements en proximité des lieux et rattachés aux directeurs de ces établissements.

Nous avons eu sur 2025 le financement complet de la MECS éphémère « Arc en Ciel » sur les 12 mois de l'année, celui-ci est prolongé de 5 mois en 2026.

- 4) UAU Le Mans**

Achat de la maison rue Edith Piaf au Mans, avec une capacité d'accueil de 6 places.

- 5) EtEm (Etablissement Educatif Montjoie)**

Ouverture de la MECS les « 4 saisons » sise à Moitron (72) fin août 2025 avec l'achat d'un ensemble immobilier.

- 6) CESM (Centre Educatif & Scolaire Montjoie)**

Ouverture de la 5^{ème} maison à St Calais avec construction d'une nouvelle unité.

- 7) SDS Le Mans (Service de Suite)**

Augmentation de 3 places au SDS Le Mans de 13 à 16 places.

8) SDS La Ferté Bernard (Service de Suite)

Augmentation de 2 places au SDS La Ferté de 7 à 9 places.

9) AAP (Appels A Projets) AEMO 72 et AEMO 85

L'année 2025 a été marquée par l'instruction et les réponses remportées à deux AAP

- L'AEMO 72 (Action Educative en Milieu Ouvert),
- L'AEMO 85 (Action Educative en Milieu Ouvert) & AEMO 85 R (Action Educative en Milieu Ouvert Renforcé).

A.2 POLE ADDICTOLOGIE

1) CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues)

Cet établissement a déménagé au 47 rue Paul Ligneul à Le Mans, ce qui permet également des synergies avec le siège de l'Association.

2) CT 53 (Communauté Thérapeutique)

Nous avons démarré les travaux début janvier 2026 mais le projet et les devis ont été effectués durant cette année pour l'extension de cet établissement.

A.3 POLE ACTIONS SOLIDAIRES

L'année 2025 a été une année de consolidation des dispositifs existants avec une réorganisation des professionnels dans les dispositifs ASLM et AGIR avec des projets 2026.

2.2 Fermeture d'établissements : UPASE 37 (Unité Polyvalente d'Action Sociale et Educative) et PEAD 37 (Placement Educatif à Domicile)

L'année 2025 a été marquée par

- L'information reçue de la perte des agréments au 31.08.2025 pour les deux établissements et le transfert des contrats de travaux des professionnels et des contrats généraux.
- La continuité jusqu'au 02 septembre 2025 par suite de la nomination d'un administrateur provisoire à compter du 02 septembre 2024 par décision du CD37 ;
- Par le constat d'un déficit comptable de 940 000€ sur l'année 2025 sur 8 mois d'activité.

2.3 Faits majeurs de l'exercice

A) Référentiel de la HAS

Les évaluations du secteur médico-social se font sur le nouveau référentiel de la Haute Autorité de Santé commencées en 2023 et poursuivies depuis avec des calendriers annuels d'audits et de contrôle.

B) Les Contrats Cadres

L'Association a mis en place des contrats cadres sur l'ensemble de ses établissements à partir du siège afin de recenser les contrats existants et de les optimiser dans une synergie globale afin de réduire et d'optimiser les coûts, par exemple pour les photocopieurs, les énergies sont des sujets étudiés.

Cette ligne directrice se poursuit dans la recherche des optimisations et économies potentielles comme l'alimentation dans les établissements.

C) Le SIAM (Service Informatique Association Montjoie)

La refonte de l'architecture globale et de la sécurité de nos installations a nécessité un investissement conséquent à l'été 2025 au niveau du siège de l'Association mais également nécessaires pour les accès des établissements.

D) La DEAP (Direction Expertise et Appui aux Projets)

La politique Qualité et RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) est suivie dans cette Direction. Le déploiement de l'enveloppe budgétaire ESMS numérique a permis d'effectuer les formations des professionnels au fur et à mesure de l'année 2025 sur le logiciel OGYRIS pour le DUI (Dossier Usager Informatisé) et la mise en place d'AGEVAL pour la GED en relation avec les Directions de pôle.

E) La DAF - projets de modernisation et dématérialisation (Direction Administrative et Financière)

La Direction Administrative et Financière a démarré le projet de dématérialisation des factures fournisseurs et continuera le déploiement de la solution YOOZ dans les années à venir notamment sur les notes de frais.

La DAF a déterminé la nécessité de la mise en place d'un contrôle de gestion budgétaire par établissement et pôles afin de piloter la performance de chaque établissement et ensuite de l'Association par groupes fonctionnels d'une façon trimestrielle puis mensuelle.

3. Règles et méthodes comptables

3.1 Référentiel Comptable

L'activité associative s'insère dans la vie économique et sociale d'un pays et la comptabilité rend compte de cette activité. Elle se doit de respecter les normes comptables générales. Rendre compte des spécificités des associations, fondations et autres entités sans but lucratif suppose l'affirmation d'un référentiel spécifique. Ce référentiel est précisé avec la parution du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le dispositif réglementaire qui a introduit la réforme du plan comptable des associations et fondations applicable au 1er janvier 2020 se trouve complété par un règlement spécifique qui vise plus particulièrement les organismes gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS). Ce règlement, référencé ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019, vient s'appuyer sur les dispositions du Plan comptable général et du plan comptable particulier des associations (ANC n° 2018-06). Il émet des règles spécifiques aux organismes gestionnaires d'ESSMS. Les présents comptes ont été établis conformément aux règlements 2020-08, 2021-02, 2022-02, 2022-04, 2022-06 et 2023-03.

Le Code de l'action sociale et des familles (CASF) impose des règles d'affectation des fonds propres ainsi que, en cas de cessation ou de transfert d'activité d'un établissement, une obligation de restitution des financements publics dans certains cas identifiés. Ces règles sont confirmées.

Comme le précise l'article R.314-81 du Code de l'action sociale et des familles, nous appliquons le plan comptable M22bis destiné aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux règles applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence. Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Concernant la continuité d'exploitation, à l'heure où nous établissons ce rapport, nous n'avons aucun élément qui pourrait nous faire douter de cette continuité d'exploitation.

3.2 Changements de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025.

Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025, voir ci-après 3.2.1.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers, voir ci-après 3.2.2.

3.2.1. Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

a. Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

À compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

• Cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation. Les produits de ces cessions figurent au poste « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles » pour 38 611.59 € et les valeurs nettes comptables des immobilisations au poste « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées » pour 51 255.83 €

Au 31 décembre 2024, les cessions et mises au rebut d'immobilisations sont enregistrées dans le résultat exceptionnel. Les produits de cession figurent en « Produits exceptionnels » pour 0 € et les valeurs nettes comptables des immobilisations en « Charges exceptionnelles » pour 652 €.

• Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Subventions » pour 73 510 €.

Au 31 décembre 2024, elles figurent en « Produits exceptionnels » pour 60 822 €.

• **Autres produits et charges sur opérations de gestion**

Au 31 décembre 2025, les produits et charges liés à des exercices antérieurs, n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Autres produits de gestion courante » pour 139 341 € et au poste « autres charges de gestion courante » pour 50 165 €.

Au 31 décembre 2024, les produits et charges liés à des exercices antérieurs sont enregistrées dans le résultat exceptionnel. Les produits liés à des exercices antérieurs figurent en « Produits exceptionnels sur opérations de gestion » pour 38 676 € et les charges liées à des exercices antérieurs figurent en « Charges exceptionnelles sur opérations de gestion » pour 36 062 €.

b. Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Au 31 décembre 2024, les « transferts de charges » inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 95 775 € (aucun transfert de charges financières ou exceptionnelles n'a été enregistré sur l'exercice 2024).

Ce montant comprend :

- 23 261 € liés au bouclier tarifaire gaz électricité ;
- 72 514 € liés à des refacturations de mise à disposition de personnel ;

Le poste « Transfert de charges » étant supprimé dans le nouveau modèle du compte de résultat, la totalité de ce montant a été intégrée dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ».

Au 31 décembre 2025 :

- Les indemnités d'assurance reçues par suite d'un sinistre sont inscrites au poste « autres produits », pour un montant de 32 292 € ;
- Les refacturations de mise à disposition de personnel sont inscrites au poste « ventes prestations de services », pour un montant de 142 653 € ;
- Les boucliers tarifaires s'il y a eu, sont inscrites au crédit des comptes de charges.

3.2.2 Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Dans la colonne comparative : (sous forme de tableau ci-après)

- les immobilisations corporelles en cours sont regroupées avec les autres immobilisations corporelles ;

- les avances et acomptes versés sur commandes sont regroupées avec les autres créances ;
- la ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » ;
- la ligne « Valeurs mobilières de placement » devient « instruments financiers à terme » ;
- les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
- la ligne « dotations » qui était présentée sur une seule ligne, est désagrégée en distinguant les dotations aux amortissements et les dotations aux provisions ;
- les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

Tableau en page suivante

Postes impactés (données en euros)	31/12/2024 (retraitées en présentation)	31/12/2024 (publiés)
---------------------------------------	-----------------------------------------------	-------------------------

Actif

Autres immobilisations corporelles		1 929 022
Immobilisation corporelles encours		124 377
Autres immobilisations corporelles, encours, avances et acomptes	2 053 399	2 053 399
Avances et acomptes versés sur commandes		156 966
Autres créances		1 056 028
Autres créances	1 212 994	1 212 994

Charges constatées d'avance remontées dans la rubrique des "Créances"	111 747	111 747
-----------------------------------------------------------------------	---------	---------

Valeurs mobilières de placement reclassées en "instruments financiers à terme"	1 500 000	1 500 000
--------------------------------------------------------------------------------	-----------	-----------

Passif (pas de changement de présentation)

Compte de résultat

Produits d'exploitation

Production vendue (biens) = participations forfaitaires et produits annexes		647 641
Ventes prestations de services	647 641	647 641
Autres produits (dont cotisation pour 570€)		1 016 522
Autres produits (sans les cotisations)	1 015 952	1 016 522
Production vendue (services) = produit de la tarification prix de journée et dotation globale		56 375 259
Subvention d'exploitation		2 112 390
Concours publics et subvt° exploitation	58 487 649	58 487 649

Reprises /provisions, amort et transfert de charges (1)		427 245
Reprises sur amort, dépréciat° et provisions (1)	427 245	
(1) dont 95 775 € de transferts de charges		

Rep ress non utilisées Ex antérieur (reprises fonds dédiés) remontées en "Utilisations des fonds dédiés" dans la rubrique des "Produits d'exploitation"	93 700	93 700
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------	--------

Dotation		2 305 504
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 620 504	
Dotations aux provisions	685 000	
total des dotations	2 305 504	2 305 504
Autres charges		245 157
Valeurs comptables des immobilisations cédées	129	
Autres charges	245 028	
total des autres charges	245 157	245 157

Eng à réaliser sur ressources affectées (dotations fonds dédiés) remontées en "Report en fonds dédiés" dans la rubrique des "Charges d'exploitation"	276 896	276 896
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------	---------

Produits exceptionnels

sur opération de gestion		38 676
sur opération en capital = "qp subvention virées au résultat"		60 822
Produits exceptionnels	99 498	
total des produits exceptionnels	99 498	99 498

Charges exceptionnelles

sur opération de gestion		36 062
sur opération en capital = "valeur des immobilisations cédées"		652
Charges exceptionnelles	36 714	
total des produits exceptionnels	36 714	36 714

3.3 Méthodes Comptables

3.3.1 Immobilisations et amortissements

Le traitement des immobilisations et de leurs amortissements a été fait en application du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général ainsi que des règlements ANC ultérieurs applicables l'ayant modifié.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.
- Les différents composants d'un bien sont valorisés et comptabilisés dans les mêmes conditions.

Cette règle nous a conduits en 2007 à scinder en composants les constructions qui n'avaient pas été décomposées et à revoir la durée de vie de chacun des composants inhérents à ces constructions.

Les modes et durées d'amortissements sont calculés en fonction des durées d'utilisation des immobilisations.

	Durées d'amortissement retenues
Concessions de brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	2 à 5 ans
Constructions	5 à 50 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

3.3.2 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition, d'apport ou de fusion.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur d'inventaire est déterminée soit à partir des critères retenus lors des opérations de fusion ou d'apport, soit par référence à différents critères, notamment la valeur réelle des actifs et passifs.

Les prêts inscrits à l'actif immobilisé concernent essentiellement les versements réalisés auprès d'organismes agréés action logement.

3.3.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3.4 Valeurs Mobilières

Elles sont enregistrées à la valeur nominale. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.3.5 Dettes pour congés à Payer

Pour rappel, les dettes pour congés à payer sont des dettes certaines qui doivent être comptabilisées, comme toute autre dette, à la clôture des comptes annuels (principe de rattachement des charges à l'exercice).

Or, l'article R314-26 alinéa 9 du CASF pose le principe du non-financement de la charge correspondante.

La variation annuelle de la charge est comptabilisée au cours de l'exercice en compte 64 (groupe 2 des dépenses). Le refus de financement sera constaté par l'imputation du déficit généré par cette charge non financée en compte «115-922 report à nouveau des activités sociales et médico-sociales prises en charge sous gestion contrôlée» lors de l'affectation du résultat.

Le montant comptabilisé au titre de cette variation des congés à payer et des charges sociales afférentes correspond à une provision qui s'élève à 215 980 € en 2025 contre une provision de 443 493 € au titre de 2024.

4. Notes sur le compte de résultat

Conformément aux dispositions énoncées précédemment, le résultat a été déterminé en distinguant les résultats définitivement acquis et ceux sous contrôle des autorités de tarification.

Le résultat comptable est un excédent de 62 097 € contre 261 705 € en 2024.

Les principales autorités de tarification sont

- les Conseils Départementaux de la Sarthe, Indre-et-Loire et Vendée,
- l'ARS (Agence Régionale de Santé),
- la DRPJJ (Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse)
- et la DDETS (Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités).

Les produits de tarification sont ventilés de la façon suivante :

- Facturation prix de journée : 8 275 k€ en 2025 contre 9 595 k€ en 2024
- Dotation globale : 46 213 k€ en 2025 contre 46 780 k€ en 2024
- Subventions : 3 299 k€ en 2025 contre 2 112 k€ en 2024
- TOTAL : 57 787 k€ contre 58 487 k€ en 2024 soit -1.20%**

5. Autres informations

A) Engagements donnés

- Pour les établissements de l'Association :

Au 31/12/2025, certains emprunts ont été garantis par un privilège du prêteur de deniers, hypothèque immobilière ou nantissement de compte de titres financiers.

Les dettes concernées représentent un montant de 5 554 774 Euros.

- Pour le Fonds De Dotation (FDD) MONTJOIE :

Au 31/12/2025, l'Association s'est portée caution d'un emprunt souscrit par le Fonds de Dotation.

La dette concernée représente un montant de 927 500 €uros.

B) Engagements reçus

Des emprunts sont couverts par des cautions solidaires. Les capitaux restants dus sur ces emprunts s'élèvent à 3 207 282 €uros.

C) Honoraires des Commissaires Aux Comptes (CAC)

Le montant des honoraires comptabilisés en 2025 pour le contrôle légal des comptes et des services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle des comptes s'établit à 56 041 €uros.

D) Effectif total au 31/12/2025 (en ETP)

	Exercice 2025	Exercice 2024
Total	768	847

Le montant total des cinq rémunérations les plus élevées s'élèvent en brut à 498 910 €uros au titre de l'exercice 2025.

E) Contributions Volontaires

Les contributions volontaires ne figurent pas dans le compte de résultat mais font l'objet d'une information dans cette annexe.

Le total des heures effectuées par les administrateurs, membres de droit et les bénévoles intervenants sur différents établissements de Montjoie s'élèvent à 873 heures qui peuvent être valorisées à 17 034€ en utilisant le SMIC horaire chargé.

F) Informations RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)

L'Association a poursuivi sa politique RSE afin de suivre les éléments de développement durable et de consommations énergétiques, notamment sur nos bâtiments et nos transactions patrimoniales. Des initiatives ont été prises par établissement selon les 5 thématiques abordées lors de la fresque climat.

L'Association a une politique d'achat de contrats et commence une démarche de gestion énergétique avec le décret tertiaire sur certains établissements dans une logique positive environnementale.

6. Précisions sur certaines rubriques

Néant

Immobilisations

MONTJOIE 2025

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d' immobilisations incorporelles	273 642.00		339 329.50
Immobilisations incorporelles	273 642.00		339 329.50
Terrains	1 537 138.21		93 450.00
Constructions sur sol propre	21 451 456.02		1 516 059.13
Constructions sur sol d'autrui	9 652.94		
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	3 316 398.31		567 630.52
Installations techniques, matériel et outillage industriels	638 769.50		68 317.43
Install générales, agenc. et aménag. divers	9 817 350.95		442 113.44
Matériel de transport	337 086.48		75 561.14
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 327 082.41		484 222.23
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	124 377.66		68 607.07
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	39 559 312.48		3 315 960.96
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation	15 000.00		
Autres titres immobilisés	75 762.24		1 715.00
Prêts et autres immobilisations financières	1 541 237.00		182 106.36
Immobilisations financières	1 631 999.24		183 821.36
Total Général	41 464 953.72		3 839 111.82

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de				
Autres postes d' immobilisations incorporelles		29 834.10	583 137.40	
Immobilisations incorporelles		29 834.10	583 137.40	
Terrains			1 630 588.21	
Constructions sur sol propre			22 967 515.15	
Constructions sur sol d'autrui			9 652.94	
Install générales, agenc. et aménag. des constructions			3 884 028.83	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		110 627.05	596 459.88	
Install générales, agenc. et aménag. divers		55 539.44	10 203 925.27	
Matériel de transport		48 650.54	363 997.08	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		353 462.13	2 457 842.51	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	124 377.66		68 607.87	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	124 377.66	568 279.16	42 182 617.74	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation		15 000.00		
Autres titres immobilisés		15.00	77 462.24	
Prêts et autres immobilisations financières		81 566.26	1 641 777.10	
Immobilisations financières		96 581.26	1 719 239.34	
Total Général	124 377.66	694 694.52	44 484 994.48	

Amortissements

MONTJOIE 2025

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	217 109.83	35 528.26	26 866.73	225 771.36
Immobilisations incorporelles	217 109.83	35 528.26	26 866.73	225 771.36
Terrains				
Constructions sur sol propre	13 084 842.90	793 386.97		13 878 229.87
Construction sur sol d'autrui	9 451.80	201.14		9 652.94
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	1 963 854.72	278 803.17		2 242 657.89
Installations techniques, matériel et outillage	556 573.47	41 250.99	95 332.85	499 491.61
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	8 363 706.70	251 872.24	43 871.67	8 571 707.27
Matériel de transport	306 423.66	21 899.89	48 650.54	279 673.01
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 882 367.62	219 257.72	332 135.64	1 769 489.70
Emballages récup et divers				
Immobilisations corporelles	26 167 220.87	1 606 672.12	519 990.70	27 250 902.29
Total Général	26 384 330.70	1 642 200.38	546 857.43	27 476 673.65

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	35 528.26				
Immobilisations incorporelles	35 528.26				
Terrains					
Constructions sur sol propre	793 386.97				
Construction sur sol d'autrui	201.14				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements d	278 803.17				
Installations techniques, matériel et outillage	41 250.99				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements d	251 872.24				
Matériel de transport	21 899.89				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	219 257.72				
Emballages récup et divers					
Immobilisations corporelles	1 606 672.12				
Total Général	1 642 200.38				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions

MONTJOIE 2025

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Provisions réglementées				
Provisions pour litiges	429 294.00	85 000.00	241 878.00	272 416.00
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	626 899.00	174 287.00	369 773.00	431 413.00
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour chage sociales, fiscales sur congés à	720 330.00	192 129.00	216 151.00	696 308.00
Autres provisions pour risques et charges	127 551.96	55 000.00	7 267.30	175 284.66
Provisions risques et charges	1 904 074.96	506 416.00	835 069.30	1 575 421.66
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
Provisions pour dépréciation				
Total Général	1 904 074.96	506 416.00	835 069.30	1 575 421.66
Dotations et reprises d'exploitation		506 416.00	835 069.30	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence				

Créances et Dettes

MONTJOIE 2025

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 479 344.70	39 829.02	1 439 515.68
Autres immobilisations financières	239 894.64	239 894.64	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 155 406.51	3 155 406.51	
Personnel et comptes rattachés	12 630.66	12 630.66	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 270.00	1 270.00	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	442 024.86	442 024.86	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	1 123 251.79	1 123 251.79	
Charges constatées d'avance	100 121.82	100 121.82	
Total général	6 553 944.98	5 114 429.30	1 439 515.68
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	123 581.00		
Montant des remboursements accordés en cours d'exercice	29 528.70		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	9 945 796.30	746 011.30	2 721 141.43	6 478 643.57
Emprunts et dettes financières divers	57 113.65	57 113.65		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 280 156.75	1 280 156.75		
Personnel et comptes rattachés	3 639 132.09	3 639 132.09		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 175 680.46	4 175 680.46		
Etat, impôt sur les bénéfices	46 226.00	46 226.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	236 553.14	236 553.14		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 137.18	18 137.18		
Groupes et associés				
Autres Dettes	139 769.14	139 769.14		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	51 873.60	51 873.60		
Total général	19 590 438.31	10 390 653.31	2 721 141.43	6 478 643.57
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice	1 721 850.00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	755 855.00			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

ETAT DES FONDS PROPRES - VARIATION SUR L'EXERCICE

	01/01/2025	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
- Autres Fonds propres sans droit de reprise	1 105 759	0	0	1 105 759
Fonds propres sans droit de reprise	1 105 759	0	0	1 105 759
- Excédents affectés à l'investissement	3 932 992	27 381	-	3 960 373
- Réserves de trésorerie	1 384 572	-	-	1 384 572
- Réserves de compensation des déficits	2 070 111	754 544	86 288	2 738 367
- Réserves de compensation travaux	37 045	-	-	37 045
- Réserves de compensation retraite	108 540	-	-	108 540
- Réserves de compensation charges amortissement	1 746 348	958 747	-	2 705 095
Réserves réglementées	9 279 609	1 740 672	86 288	10 933 992
- Report à nouveau (gestion non contrôlée)	2 884 728	530 747	-6 843	3 422 317
- Dépenses refusées par l'autorité de tarification	-3 760 931	-337 875	-28 746	-4 070 060
- Résultat sous contrôle de tiers financiers	3 263 436	889 536	2 495 450	1 657 522
Report à nouveau	2 387 233	1 082 407	2 459 861	1 009 778
- Résultat de l'exercice	261 705	62 097	261 705	62 097
Résultat de l'exercice	261 705	62 097	261 705	62 097
- Cession Maillets / CEJM 72	24 345		24 345	0
- Hébergement Famille / CEF 72	32 000		8 000	24 000
- CD72 /ETAPES 2022/Mises aux normes	12 334		1 801	10 533
- CD72 /ETAPES 2024-2025 /Geneslay	36 908	36 908	4 271	69 545
- CD72 /ETEM 2024/Mises aux normes	12 268		1 491	10 777
- CD72 /CESM 2025/5e maison St Calais		188 651	3 144	185 507
- CD72 /ETEM 2025/Moitron		154 212	5 088	149 124
- Ville Le Mans/CAARUD travaux 2025		20 000	1 333	18 667
- Travaux rue Victoire/ MDA	109 752		15 679	94 073
- CD37/ UPASE 37 2022/ Travaux ERP	50 000		-	50 000
- ARS/Travaux Achat informatique /MDA49	26 011		8 358	17 653
- ARS/DG ESMS Numérique 2024+2025		546 000	-	546 000
Subv. d'Investis. sur biens non renouvelables	303 618	945 771	73 510	1 175 879
- Provisions pour renouvellement des immobilisations	880 415			880 415
Provisions réglementées	880 415	-	-	880 415
TOTAL FONDS PROPRES	14 218 338	3 830 946	2 881 365	15 167 920

ETAT DES FONDS DEDIES

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CSAPA							
TOTAL 4301/ CSAPA	362 634,25	272 091,25	50 734,69	0,00	0,00	311 899,56	311 899,56
CAARUD							
TOTAL 4302/CAARUD	137 435,59	37 432,45	6 666,87	0,00	0,00	130 768,72	33 762,45
CADA							
TOTAL 3011/ CADA	22 610,64	0,00	9 632,00	0,00	0,00	12 978,64	0,00
CPH							
TOTAL 3020/ CPH	22 969,00	18 969,00	4 000,00	0,00	60 000,00	78 969,00	18 969,00
MDA 37							
TOTAL 3750 / MDA 37	82 457,00	82 457,00	0,00	0,00	80 000,00	162 457,00	82 457,00
CEJM 72							
TOTAL 3067/ CEJM72	0,00	0,00	0,00	0,00	40 791,53	40 791,53	
CEF 72							
TOTAL 3880 / CEF72	120 680,00	120 680,00	0,00	0,00	54 700,00	175 380,00	
CEF 61							
TOTAL 3885 / CEF61	108 964,99	54 234,00	15 225,00	0,00	55 542,00	149 281,99	
CT 53							
TOTAL 4369 / CT 53	79 916,17	0,00	3 735,60	0,00	0,00	76 180,57	
ACT 72							
TOTAL 4376 / ACT72	443 113,40	443 113,40	7 500,00	0,00	22 000,00	457 613,40	435 613,40
ACT 44							
TOTAL 4377 / ACT44	648 092,40	648 092,40	7 500,00	0,00	104 000,00	744 592,40	640 592,40
ACT 49							
TOTAL 4378 / ACT 49	352 779,40	352 779,40	3 750,00	0,00	27 500,00	376 529,40	349 029,40
EMSP 49							
TOTAL 4901/ EMSP 49	141 548,00	81 548,00	63 750,00	0,00	76 500,00	154 298,00	77 798,00
RS 72							
TOTAL 4372 / RS 72	28 090,89	28 090,89	0,00	0,00	0,00	28 090,89	
APPUI 72							
TOTAL 4303 / APPUI 72	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	
MDA 49							
TOTAL 4902/ MDA 49	266 246,82	202 270,82	63 976,00	0,00	52 333,00	254 603,82	0,00
TOTAL FONDS DEDIES	2 847 538,55	2 341 758,61	266 470,16	0,00	573 366,53	3 154 434,92	1 950 121,21

Etat des Emprunts au 31 Décembre 2025

Evolution des Emprunts sur l'exercice

Détail des emprunts	Ets.	date début	durée	montant initial	Situation au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Situation au 31/12/2025
Crédit Agricole	DG	2019	20	2 900 000	2 150 834		145 000	2 005 834
Société Générale	DG	2024	20	1 284 700	1 279 347		64 235	1 215 112
Sous total : DG				4 184 700	3 430 181	-	209 235	3 220 946
C.D.C.	CESM 5e maison	2025	20	720 000		720 000		720 000
Sous total : CESM				720 000	-	720 000	-	720 000
Crédit Agricole	UAU Le Mans	2020	20	300 000	231 250		15 000	216 250
Crédit Agricole	UAU Bouloire	2020	20	300 000	232 500		15 000	217 500
Crédit Mutuel	UAU Connerre	2023	20	227 500	209 490		11 375	198 114
Crédit Mutuel	UAU Piaf	2025	19	385 000		385 000	4 533	380 467
Sous total : DAU				1 212 500	673 240	385 000	45 908	1 012 332
Société Générale	MECS Gèneslay	2024	20	235 000	229 125		11 750	217 375
Sous total : ETAPES				235 000	229 125	-	11 750	217 375
Crédit Mutuel	CEJM 72	2005	20	282 000	19 532		19 532	-
Sous total : CEJM 72				282 000	19 532	-	19 532	-
C.D.C.	ETEM - Osier	2014	15	408 000	136 000		27 200	108 800
Société Générale	ETEM - Moitron	2025	19	616 850		616 850	7 720	609 130
Sous total : ETEM				1 024 850	136 000	616 850	34 920	717 930
Caisse d'épargne	SERAFM	2011	20	363 596	122 714		18 180	104 534
Caisse d'épargne	SERAFM	2013	20	1 674 400	683 713		83 720	599 993
Sous total : SERAFM				2 037 996	806 427	-	101 900	704 527
Crédit Mutuel	DAO	2005	20	387 000	9 028		9 028	-
Crédit Mutuel	DAO	2005	20	460 000	23 615		23 615	-
Crédit Mutuel	UPASE	2005	20	460 000	23 615		23 615	-
Caisse d'épargne	UPASE	2016	10	306 000	56 100		30 600	25 500
Caisse d'épargne	UPASE	2020	20	500 000	387 500		25 000	362 500
Caisse d'épargne	UPASE	2021	20	700 000	589 167		35 000	554 167
Sous total : UPASE 37				2 813 000	1 089 025	-	146 858	942 167
Caisse d'épargne	CSAPA	2016	10	270 000	49 500		27 000	22 500
Sous total : CSAPA				270 000	49 500	-	27 000	22 500
Crédit Mutuel	CT 53	2014	25	1 450 000	607 159		43 112	564 047
Sous total : CT 53				1 450 000	607 159	-	43 112	564 047
Crédit Mutuel	UPASE 85	2016	25	188 000	124 080		7 520	116 560
Crédit Mutuel	UPASE 85	2016	25	1 632 000	1 088 000		65 280	1 022 720
Crédit Mutuel	UPASE 85	2016	25	102 000	67 320		4 080	63 240
Crédit Mutuel	UPASE 85	2016	25	969 000	646 000		38 760	607 240
Sous total : UPASE 85				2 891 000	1 925 400	-	115 640	1 809 760
Total				17 121 046	8 965 587	1 721 850	755 855	9 931 583

Etat des Emprunts au 31 Décembre 2025

Échéances des emprunts

Détail des	Ets.	date		montant	Remboursement - d'un an (2025)	Remboursements de 1 à 5 ans (2026 à 2029)	Remboursements + de 5 ans (au delà de 2029)	Total
		début	durée	initial				
Crédit Agricole	DG	2019	20	2 900 000	145 000	580 000	1 280 833	2 005 833
Société Générale	DG	2024	20	1 284 700	64 235	256 940	893 937	1 215 112
Sous total : DG				4 184 700	209 235	836 940	2 174 770	3 220 945
C.D.C.	CESM 5e maison	2025	20	720 000	36 000	144 000	540 000	720 000
Sous total : CESH				720 000	36 000	144 000	540 000	720 000
Crédit Agricole	UAU Le Mans	2020	20	300 000	15 000	60 000	141 250	216 250
Crédit Agricole	UAU Bouloire	2020	20	300 000	15 000	60 000	142 500	217 500
Crédit Mutuel	UAU Connerre	2023	20	227 500	11 375	45 500	141 240	198 115
Crédit Mutuel	UAU Edith Piaf	2025	19	385 000	13 906	60 518	306 043	380 467
Sous total : DAU				1 212 500	55 281	226 018	731 033	1 012 332
Société Générale	MECS Gèneslay	2024	20	235 000	11 750	47 000	158 625	217 375
Sous total : ETAPES				235 000	11 750	47 000	158 625	217 375
Crédit Mutuel	CEJM	2005	20	282 000	-	-	-	-
Sous total : CEJM 72				282 000	-	-	-	-
Crédit Mutuel	ETEM	2006	15	408 000	27 200	81 600	-	108 800
Société Générale	ETEM - Moitron	2025	19	616 850	23 680	102 976	482 474	609 130
Sous total : ETEM				1 024 850	50 880	184 576	482 474	717 930
Caisse d'épargne	SERAFM	2011	20	363 596	18 180	72 719	13 636	104 534
Caisse d'épargne	SERAFM	2013	20	1 674 400	83 720	334 880	181 393	599 993
Sous total : SERAFM				2 037 996	101 900	407 599	195 028	704 527
Crédit Mutuel	UPASE	2004	20	-	-	-	-	-
Crédit Mutuel	UPASE	2004	20	-	-	-	-	-
Crédit Mutuel	DAO	2004	20	-	-	-	-	-
Crédit Mutuel	DAO	2005	20	387 000	-	-	-	-
Crédit Mutuel	DAO	2005	20	460 000	-	-	-	-
Crédit Mutuel	UPASE	2005	20	460 000	-	-	-	-
Caisse d'épargne	UPASE	2016	10	306 000	25 500	-	-	25 500
Caisse d'épargne	UPASE	2019	20	500 000	25 000	100 000	237 500	362 500
Caisse d'épargne	UPASE	2021	20	700 000	35 000	140 000	379 166	554 167
Sous total : UPASE				2 813 000	85 500	240 000	616 667	942 167
Caisse d'épargne	CSAPA	2016	10	270 000	22 500	-	-	22 500
Sous total : CSAPA				270 000	22 500	-	-	22 500
Crédit Mutuel	CT 53	2014	25	1 450 000	43 112	172 448	348 488	564 047
Sous total : CT 53				1 450 000	43 112	172 448	348 488	564 047
Crédit Mutuel	UPASE 85	2016	25	188 000	7 520	30 080	78 959	116 560
Crédit Mutuel	UPASE 85	2016	25	1 632 000	65 280	261 120	696 320	1 022 720
Crédit Mutuel	UPASE 85	2016	25	102 000	4 080	16 320	42 840	63 240
Crédit Mutuel	UPASE 85	2016	25	969 000	38 760	155 040	413 440	607 240
Sous total : UPASE 85				2 891 000	115 640	462 560	1 231 559	1 809 760
Total				17 121 046	731 798	2 721 141	6 478 644	9 931 583

ETAT DES ENGAGEMENTS RETRAITE

* Selon la méthode ANC 2021 avec les hypothèses suivantes:

- taux actualisation: Taux Iboxx 3,96%
- revalorisation salariale annuelle: 2%
- charges patronales: 36%
- convention collective du 15 mars 1966
- turn over : 12,5% constant
- table de mortalité: INSEE 2019-2021
- âge de départ à la retraite : 64 ans

Le montant de la provision retraite (sur la base des effectifs présents au 31/12/2025 en CDI) s'élèverait à 677 K€.

* Au niveau de l'association, la méthode retenue dans les comptes annuels est la suivante:

Nous calculons le montant des indemnités de départ à la retraite pour l'ensemble des personnes âgées de 54 ans et plus, à la clôture de l'exercice, selon les modalités prévues dans la convention collective 66, et provisionnons 1/3 sur les 3 dernières années avant le départ prévisionnel.

Le montant de la provision retraite à la clôture de l'exercice s'élève à 431 413 €.

* Les éléments ci-dessous sont communiqués à titre informatif en vue d'une meilleure information financière.

<i>Ressources disponibles</i>	539 953 €
Réserve de compensation retraite	108 540 €
Provisions pour retraite	431 413 €

* Les ressources disponibles ne couvrent donc que 79,75% de l'engagement.

ETAT DES CHARGES et PRODUITS CONSTATES D'AVANCEAu BILAN ACTIF

	31/12/2025	31/12/2024
Charges constatées d'avance	100 122	111 747
Charges constatées d'avance	100 122	111 747

Au BILAN PASSIF

	31/12/2025	31/12/2024
487 - Produits constatés d'avance	51 874	47 592
Produits constatés d'avance	51 874	47 592

ETAT DES CHARGES A PAYER et PRODUITS A RECEVOIRAu BILAN ACTIF

	31/12/2025	31/12/2024
4181 - Clients -Factures à établir	0	595
4287 - Personnel, produits à recevoir	10 095	0
4687 - Autres produits à recevoir	682 177	441 268
Produits à recevoir	692 271	441 863

Au BILAN PASSIF

	31/12/2025	31/12/2024
4081 - Fournisseurs, Factures non parvenues	211 718	215 734
4282 - Personnel, dettes provision congés payés	3 048 720	2 903 523
4286 - Personnel, autres charges à payer	362 039	513 183
4382 - Org sociaux, charges s/prov congés payés	1 486 251	1 415 468
4386 - Org sociaux, autres charges à payer	778 171	780 892
4486 - Etat, autres charges à payer	31 207	28 522
4686 - Autres charges à payer	32 348	91 261
Charges à payer	5 950 454	5 948 582

DETAIL DES PRODUITS et CHARGES EXCEPTIONNELS

	31/12/2025	31/12/2024
771 - Produits exceptionnels sur opération de gestion	0	38 676
775 - Produits des cessions d'actifs	-	
777 - Quote-Part Subvention Investiss. virée au résultat	0	60 822
Produits exceptionnels	0	99 498
671 - Charges exceptionnelles sur opération de gestion	0	36 062
675 - Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	0	652
Charges exceptionnelles	0	36 714

DETAIL DES TRANSFERTS DE CHARGES

	31/12/2025	31/12/2024
791 - Transfert de charges d'exploitation	0	95 775
Transfert de charges	0	95 775

CONTRIBUTION DES ETABLISSEMENTS AU RESULTAT 2025

ETABLISSEMENT	CHARGES	PRODUITS	RESULTAT COMPTABLE	RESULTAT REPORTE	RESULTAT A AFFECTER
DIRECTION GENERALE	3 384 503	3 519 337	134 834	-	134 834
GESTION LIBRE	8 363	461 299	452 936	-	452 936
CESM	4 488 386	3 892 179	- 596 207	50 000	- 546 207
DAU	2 973 606	2 931 931	- 41 675	-	- 41 675
ETAPES	3 767 816	3 754 965	- 12 851	50 000	37 149
ETEM	3 966 444	3 967 622	1 178	150 000	151 178
SERAFM	12 181 021	12 259 593	78 573	-	78 573
SDS LA FERTE	183 779	225 322	41 543	-	41 543
SDS LE MANS	383 940	418 864	34 924	-	34 924
CEJM 72 - DASA	896 697	1 056 522	159 826	-	159 826
ENTRE-PARENTHÈSE	969 829	845 106	- 124 723	-	- 124 723
DAPPA	811 877	1 006 156	194 279	-	194 279
VISITES MEDIATISEES	620 724	760 038	139 314	-	139 314
EMAF	192 394	210 204	17 810	-	17 810
UPASE 37	6 788 286	5 846 016	- 942 270	-	- 942 270
PEAD 37	188 069	226 066	37 998	-	37 998
CEJM 37	319 429	339 183	19 754	-	19 754
MDA 37	777 285	853 363	76 078	-	76 078
MDA 49	1 152 331	1 249 633	97 302	-	97 302
UPASE 85 MECS	4 091 731	4 005 773	- 85 958	100 000	14 042
UPASE 85 AED	1 517 123	1 427 398	- 89 725	- 76 000	- 165 725
CEFM 72	2 035 505	2 146 888	111 383	- 69 208	42 175
CEFM 61	2 008 002	1 977 069	- 30 933	34 035	3 102
CSAPA	1 361 965	1 403 943	41 978	126 860	168 838
CAARUD	397 213	464 828	67 615	3 190	70 805
CT53 (CSAPA Hébergement)	1 331 676	1 369 009	37 334	-	37 334
ACT 72	1 036 683	1 030 567	- 6 116	188 640	182 524
ACT 44	1 314 227	1 395 942	81 715	95 740	177 455
ACT 49	990 870	956 585	- 34 285	247 360	213 075
EMSP 49	485 005	616 867	131 862	43 970	175 832
CADA	1 109 680	1 133 007	23 327	36 595	59 922
CADA Autres	1 890	1 890	-	-	-
CPH	912 435	892 961	- 19 474	91 116	71 643
CPH Autres	154 764	209 770	55 006	-	55 006
Maison Relais	343 542	334 731	- 8 811	-	- 8 811
Résidence Sociale	289 232	287 855	- 1 378	-	- 1 378
Pension Famille Guy Cardoso	284 464	304 979	20 515	-	20 515
APPUI 72	165 787	167 917	2 131	-	2 131
ASLM	143 640	140 929	- 2 711	-	- 2 711
CUMUL ASSOCIATION	64 030 212	64 092 309	62 097	1 072 298	1 134 395

PROPOSITIONS D'AFFECTATION DES RESULTATS 2025

ETABLISSEMENT	RESULTAT A AFFECTER	RESERVES				REPORT A NOUVEAU	
		A L'INVESTIS- SEMENT	DE TRESORERIE	COMPENSATION DEFICIT	COMPENSATION CHG d'AMORT.	EXCEDENT	DEFICIT
DIRECTION GENERALE	134 834					134 834	
GESTION LIBRE	452 936					452 936	
CESM	- 546 207			- 100 000			- 446 207
DAU	- 41 675						- 41 675
ETAPES	37 149				37 149		
ETEM	151 178				75 589	75 589	
SERAFM	78 573				78 573		
SDS LA FERTE	41 543					41 543	
SDS LE MANS	34 924					34 924	
CEJM 72 - DASA	159 826				159 826		
ENTRE-PARENTHÈSE	- 124 723						- 124 723
DAPPA	194 279				97 139	97 139	
VISITES MEDIATISEES	139 314				69 657	69 657	
EMAF	17 810					17 810	
UPASE 37	- 942 270						- 942 270
PEAD 37	37 998					37 998	
CEJM 37	19 754				19 754		
MDA 37	76 078					76 078	
MDA 49	97 302					97 302	
UPASE 85 MECS	14 042				14 042		
UPASE 85 AED	- 165 725						- 165 725
CEFM 72	42 175				42 175		
CEFM 61	3 102				3 102		
CSAPA	168 838				168 838		
CAARUD	70 805				70 805		
CT53 (CSAPA Hébergement)	37 334				37 334		
ACT 72	182 524			91 262	91 262		
ACT 44	177 455			88 727	88 727		
ACT 49	213 075			106 538	106 538		
EMSP 49	175 832			87 916	87 916		
CADA	59 922			29 961	29 961		
CADA Autres	-						
CPH	71 643			35 821	35 821		
CPH Autres	55 006					55 006	
Maison Relais	- 8 811						- 8 811
Résidence Sociale	- 1 378						- 1 378
Pension Famille Guy Cardoso	20 515					20 515	
APPUI 72	2 131					2 131	
ASLM	- 2 711						- 2 711
CUMUL ASSOCIATION	1 134 395	-	-	340 226	1 314 208	1 213 461	-1 733 499

COGEP



WE ARE AN INDEPENDENT MEMBER OF
THE GLOBAL ADVISORY
AND ACCOUNTING NETWORK